



Les défis de la Centrafrique





Les auteurs

Roger Yélé occupe le poste de directeur de la comptabilité nationale, de la conjoncture et des prévisions après ses études supérieures à Yaoundé au Cameroun en statistique et en économie.

Paul Doko a poursuivi ses études supérieures à l'Université de Bangui et à la Chaire d'agriculture comparée et développement agricole de l'INA à Paris, et a travaillé avec les paysans producteurs de tabac. Actuellement, il est le coordonnateur de l'Agence internationale pour le développement de l'information environnementale (ADIE).

Abel Mazido est maître-assistant à l'Université de Bangui, formateur des auditeurs au programme de formation en gestion de politique économique à l'Université de Yaoundé II-Soa. Il a poursuivi ses études supérieures à Toulouse et Clermont Ferrand.

Les défis de la Centrafrique
gouvernance et stabilisation
du système économique

Recherche de canevas pour amorcer la croissance

Roger Yele
Paul Doko
Abel Mazido



CODESRIA

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DAKAR

© CODESRIA 2011

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web : www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN : 978-2-86978-226-6

Mise en page : Hadijatou Sy
Couverture : Florent Loso Tonadio
Impression : Imprimerie Graphi plus, Dakar, Sénégal

Distribué en Afrique par le CODESRIA
Distribué ailleurs par African Books Collective
www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer plusieurs forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche ainsi à lutter contre la fragmentation de la recherche dans le continent africain à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent toutes les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et développement*, qui se trouve être la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani* qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue africaine de sociologie*; la *Revue africaine des relations internationales* et la *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la *Revue africaine des médias*; *Identité, culture et politique : un Dialogue afro-asiatique* ; *L'Anthropologue africain* ainsi que *Sélections afro-arabes pour les sciences sociales*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont aussi diffusés à travers les « Documents de travail », le « Livre vert », la « Série des monographies », la « Série des livres du CODESRIA » les « Dialogues politiques » et le « *Bulletin du CODESRIA* ». Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org.

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), au TrustAfrica, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.

Table des matières

<i>Tableaux</i>	vii
<i>Figures</i>	ix
<i>Abréviations et acronymes</i>	xi
<i>Remerciements</i>	xiii
<i>Introduction</i>	xv
Chapitre 1	
Le profil de la République centrafricaine	1
Chapitre 2	
Potentialités nationales et atouts majeurs	29
Chapitre 3	
Les grandes phases de l'évolution de l'économie centrafricaine de 1960 à 2003	51
Chapitre 4	
Les principales politiques économiques mises en œuvre de l'indépendance jusqu'en 2003	65
Chapitre 5	
Les contraintes majeures au développement de la Centrafrique	79
Chapitre 6	
Problème d'ouverture et d'activité macroéconomiques	99
Chapitre 7	
Problème de cohérence des politiques économiques	115
Chapitre 8	
Vers une nouvelle orientation de stratégie de développement	145
Chapitre 9	
Une stratégie d'intégration à l'économie mondiale : la promotion et la diversification des exportations	175

Chapitre 10

Les piliers et les leviers de la croissance en Centrafrique 199

Chapitre 11

Améliorer la compétitivité des pauvres en faisant jouer la synergie entre
la promotion d'une banque de développement mobile (BDM) et la promotion
d'un habitat sain 221

Annexes 235

Annexe I : Tables 29 - 33 235

Annexe II : Les grandes dates historiques ayant marqué la RCA 239

Références 267

Tableaux

Tableau 1 : Évolution de l'effectif des fonctionnaires centrafricains	16
Tableau 2 : Pourcentage de la population active par secteur économique	16
Tableau 3 : Évolution du salaire horaire depuis la colonisation jusqu'à l'indépendance	19
Tableau 4 : Évolution d'offres d'emploi par le statut de l'employeur	19
Tableau 5 : Évolution d'offres d'emploi en Centrafrique de 1988 à 1997	20
Tableau 6 : Évolution de la population active selon l'occupation et par sexe	21
Tableau 7 : Estimation des captures de poisson par bassin fluvial en RCA en 1997	31
Tableau 8 : Principaux sites hydroélectriques identifiés	33
Tableau 9 : Potentiel ligneux commercialisable du massif forestier du sud-ouest.....	35
Tableau 10 : Les principaux produits forestiers non ligneux et leur saisonnalité.....	36
Tableau 11 : Les principales aires protégées de la RCA	37
Tableau 12 : Population animale estimée dans la zone ex PDRN	39
Tableau 13 : Estimation de la consommation de la viande de chasse en République centrafricaine	41
Tableau 14 : Paramètres structurels de la culture du coton	44
Tableau 15 : Les principales ressources minières de la République centrafricaine	47
Tableau 16 : Composition sectorielle du PIB	80
Tableau 17 : Les principaux produits exportés par la RCA de 1960 à 2000	103
Tableau 18 : Classification des produits	105
Tableau 19 : Variantes de politique optimale : choc sur le taux de change	130
Tableau 20 : Hiérarchisation des objectifs de court terme	132
Tableau 21 : Hiérarchisation des objectifs à long terme.....	139
Tableau 22 : Indice de Rasmussen des branches pouvant impulser la demande.....	163
Tableau 23 : Indice de Rasmussen des branches pouvant stimuler l'offre (tous produits)	164
Tableau 24 : Les branches-clés dynamiques	165

Tableau 25 : Branches capables d'impulser la demande (hors produits importés)	167
Tableau 26 : Branches capables de stimuler l'offre (hors produits importés)	167
Tableau 27 : Branches-clés dynamiques (hors produits importés)	168
Tableau 28 : Niveau de satisfaction comparé des institutions intervenant dans la promotion de l'emploi.....	209
Tableau 29 : Les indicateurs macroéconomiques de la Centrafrique	235
Tableau 30 : Données de base sur l'Education en République centrafricaine en 2002	236
Tableau 31 : Part de l'industrie extractive dans les principaux agrégats	237
Tableau 32 : Comparaison de diamants exportés par la RCA	237
Tableau 33 : Les substances et roches présentes en Centrafrique.....	238

Figures

Figure 1 : Évolution du PIB réel (prix de 1995) et du PIB nominal de 1965 à 2001	51
Figure 2 : Echange entre les différents niveaux de pays et produits	103
Figure 3 : Evolution du gain et perte dynamique de l'échange	107
Figure 4 : Classification des pays sur l'échelle des avantages comparatifs	110
Figure 5 : Classification des pays dans le triangle des dotations factorielles	111
Figure 6 : Repérage de la RCA dans le triangle des dotations factorielles	112
Figure 7 : Chemin probable de la RCA	113
Figure 8 : Représentation des frontières d'incertitude associées à chaque instrument	133
Figure 9 : Frontières d'incertitudes à long terme sur le déficit public et le revenu	140
Figure 10 : Les trois sous-systèmes d'une organisation/État capable de s'auto-finaliser	148
Figure 11 : Repérage d'un projet dans les trois dimensions	149
Figure 12 : Le paradigme de Boston Consulting Group (BCG)	157
Figure 13 : Structure de passage d'une activité à une autre	158
Figure 14 : Chemin suivi par la branche agriculture industrielle en RCA selon la matrice de BCG	158
Figure 15 : La matrice Arthur Doo Little	159
Figure 16 : Courbes de vie des produits, de rentabilité économique des produits	161
Figure 17 : Cheminement prévisionnel volontariste de la RCA	169
Figure 18 : Capital humain souhaité	170
Figure 19 : Cercle vicieux de la pauvreté du côté de l'offre	226
Figure 20 : Cercle vicieux de la pauvreté du côté de la demande	227
Figure 21 : Schéma d'intervention	231



Abréviations et acronymes

ACFPE	Agence centrafricaine pour la formation professionnelle et l'emploi
AEF	Afrique équatoriale française
BAD	Banque africaine de développement
BDM	Banque de développement mobile
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
BICA	Banque internationale pour la Centrafrique
BM	Banque mondiale
BPMC	Banque populaire maroco-centrafricaine
BTP	Bâtiments et travaux publics
CCIMA	Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat
CEDIFOD	Centre de documentation, d'information, de formation pour le développement
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire en Afrique centrale
CEMI	Commission électorale mixte indépendante
CMCA	Crédit mutuel centrafricain
HPHI	Habitat pour l'humanité international
IBW	Institutions de Bretton Woods
IEC	Information, éducation, communication
MEDAC	Mouvement pour l'évolution de l'Afrique centrale
MESAN	Mouvement pour l'évolution sociale en Afrique noire
MICS	Multiple Indicator Cluster Survey (Enquête à indicateurs multiples)
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MISAB	Mission d'intervention et de surveillance des accords de Bangui
MLPC	Mouvement de libération du peuple centrafricain
NEPAD	New Partnership for African Development /Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

xii Les défis de la Centrafrique : gouvernance et stabilisation du système économique

OCSS	Office centrafricain de sécurité sociale
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONIFOP	Organisation nationale interprofessionnelle de formation et perfectionnement
ONMO	Office national de la main-d'œuvre
ONU	Organisation des Nations Unies
PANEF	Première assise nationale de l'économie et des finances
PARN	Projet d'aménagement des ressources naturelles
PAS	Programme d'ajustement structurel
PCA	Poste de contrôle administratif
PDES	Plan de développement économique et social
PED	Pays en développement
PETROCA	La Centrafricaine des pétroles
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut

Remerciements

Ce document, résultat d'un programme de recherche financé et appuyé par le CODESRIA, a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire d'économistes de la République centrafricaine dirigée par M. Roger Yele (ingénieur statisticien, macroéconomiste), directeur de la comptabilité nationale et de la conjoncture. L'équipe comprend M. Paul Doko (ingénieur agro-économiste), coordonnateur national de l'Agence internationale pour le développement de l'information environnementale (ADIE), M. Abel Mazido (Dr ès-Sciences économiques), chargé de mission, Responsable des synthèses et de la gestion de l'économie, maître-assistant à la faculté de sciences économiques à l'Université de Bangui.

Nous n'aurions pas pu aboutir à ces résultats sans la bienveillante collaboration de MM Yembeline Pascal, économiste à la Banque africaine de développement, Mvondo Thierry et Evrard Ulrich Mounkala, tous deux chargés d'études à la direction des études, cellule de recherche (BEAC centrale, Yaoundé), Kaïne Vermont, chargé d'études à l'ADIE, Kpanou Charles, chef de service à la direction des études et planification au ministère de la santé, Goula Raymond, expert statisticien économiste au FNUAP, Galbert Ngaïbona, ingénieur informaticien à la SOCATRAF, Jérémie Mopili, directeur des systèmes et méthodes, Jeannot Gbanza, directeur des études à l'ISSEA (Yaoundé), Samuel Gbaza, Expert économiste à la CEMAC, Dr Jeannot Christophe Gouga III, de Mme Dengou-Dokossi Marie Laure, directrice des statistiques économiques.

Outre ceux ci-dessus cités, les auteurs ont aussi bénéficié de l'appui de MM Pounamale Zacharie, qui a fait les travaux de collecte, Ndiba Gnamandje Jean Noël, artiste peintre plasticien, qui a su dessiner l'illustration conçue par M. Roger Yele, des Mlles Pecko Charlotte, Endjizago Armelle qui ont fait tous les travaux de dactylographie.

Que Son Excellence, Monsieur le ministre de l'Économie, du plan et de la coopération internationale, son directeur de cabinet, M. Thierry Poulizouh, et tous nos collaborateurs, trouvent ici l'expression de notre gratitude, eux qui très tôt, ont compris l'intérêt de cette recherche, et nous ont apporté tout leur soutien.

Enfin, nous restons redevables à tous ceux qui, de façon anonyme, ont contribué à la réalisation de cette recherche. À tous nous disons humblement merci.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et n'engagent ni le CODESRIA, ni le Gouvernement centrafricain.



Introduction

La République centrafricaine se trouve actuellement dans une situation économique et financière très difficile. L'histoire économique de ce pays, depuis la colonisation jusqu'à nos jours, est marquée par un parcours erratique. Pays enclavé (du point de vue spatial, social, politique et économique), situé au cœur de l'Afrique, il est handicapé dans son développement économique par la longueur et la difficulté de communication avec l'océan, ce qui rend les exportations moins concurrentielles et augmente sensiblement le coût des importations. L'éparpillement de la population sur une vaste étendue du territoire, conjugué avec l'insuffisance d'infrastructure du transport tant intérieur qu'extérieur, se traduit par des coûts de production et de prix très élevés. L'insuffisance qualitative et quantitative des ressources humaines pour faire face aux besoins de développement accentue encore ces graves contraintes. Jusqu'ici la Centrafrique, malgré ses potentiels réels de richesses, n'a jamais pu atteindre un stade de développement encourageant.

Très mal gérée au fil du temps, l'économie s'est dégradée de façon drastique. Ces difficultés que connaît la Centrafrique sont dues à une mauvaise orientation de la politique économique et aux évolutions de l'environnement international parce que la RCA est un petit pays preneur de prix. Face à cette situation, n'y a-t-il pas une solution ou une issue pour que la Centrafrique puisse amorcer sa croissance et stabiliser son économie ? Mais pour pouvoir stabiliser un système, il faut d'abord atteindre les cibles visées. Il se pose un problème d'accès aux cibles : quels instruments de politique économique doit-on utiliser pour atteindre une cible donnée ? Quelles sont les solutions probables pour pouvoir sortir ce pays du marasme socio-économique ?

Ce sont ces questions relatives, d'une part, à la possibilité d'atteindre les objectifs économiques visés et, d'autre part, à celle de stabiliser l'économie autour des objectifs visés et atteints, et ceci en présence de chocs, que notre étude se propose d'éclairer en prenant comme cadre de référence, l'économie centrafricaine.

Dès le soleil des indépendances, René Dumont en 1966 posait déjà le problème du difficile développement de la RCA, son article a été précédé par celui de André Gide qui a écrit « Voyage au Congo » publié en 1927. Ces deux auteurs décrivaient une économie mal partie, mal organisée. Dans le secteur agricole le

volume de la récolte était fonction de la surface de production, donc lié au système d'incitation-répression à l'égard des paysans. En outre, l'une des caractéristiques fondamentales de l'économie centrafricaine est la désarticulation entre l'économie moderne et rurale (Yung 1989). Pierre Kalk, dans « Réalités oubanguiennes », affirme que la Centrafrique est un pays qui va à la dérive, puisque depuis plus d'une décennie, elle vit dans un contexte de forte morosité macroéconomique.

Ainsi, il se pose un problème d'accès aux cibles et de stabilisation de l'économie centrafricaine. Mama Ouattara (1988, 1989) a démontré qu'on ne peut stabiliser une économie, que si les cibles visées sont atteintes. Pour atteindre les objectifs visés, il faut faire un choix judicieux des instruments à affecter à ceux-ci. La règle de Tinbergen (1969) donne une première affectation des instruments. Il ne suffit pas seulement d'affecter les instruments pour atteindre les objectifs, pour la RCA, mais il se pose également pour elle un problème d'ouverture et d'activité économiques (Henner 1997).

Avant d'aborder le problème de gouvernabilité et de stabilisation du système économique, nous nous sommes appesantis sur l'analyse de l'évolution structurelle et contextuelle de l'économie centrafricaine, c'est-à-dire que nous avons fait une constatation longitudinale des actions et des activités réalisées dans le passé jusqu'à 2003. C'est cette analyse qui nous a menés vers l'utilisation d'un modèle macroéconométrique simplifié (statique et dynamique). Le modèle est basé sur trois équations représentant l'équilibre des biens et services en économie ouverte, le solde des finances publiques et le solde de la balance des paiements ; ce modèle nous a permis d'appréhender quel instrument il faut affecter à tel objectif économique afin de pouvoir l'atteindre. Et si l'objectif visé est atteint, est-on capable de stabiliser ce système ? Ce type de problème a été initialement étudié par Tinbergen dans un contexte statique, Mama Ouattara l'a fait dans les contextes statique et dynamique.

L'objectif final de cette recherche est que celle-ci puisse servir de canevas pour éclairer la décision de l'homme politique ; elle peut lui donner un fondement rationnel de choix de politique économique. Son rôle est d'indiquer aux décideurs ou autres acteurs les affectations possibles des instruments de politique économique pour atteindre les objectifs visés, ou, les usages possibles des ressources rares, le coût de telle ou telle décision, le sacrifice que présente tel ou tel choix. Notre souci se porte également sur ce que l'économiste peut apporter comme balise à un décideur pour éviter la navigation à vue : quelles sont les règles que celui-ci peut apporter pour améliorer le bien-être d'une communauté donnée ?

Cette étude apparaît donc comme un guide ou une aide à la décision rationnelle, car les choix, quoi qu'ils soient, doivent respecter les contraintes de cohérence, c'est là où la réflexion prend toute son importance. Il ne s'agit pas ici de brider les choix légitimes des décideurs politiques, mais d'éclairer ceux-ci et l'opinion, sur la nécessité d'une stratégie cohérente et d'autant plus efficace qu'elle saura éviter les pièges de la précipitation et d'annonce démagogique.

